

## **Réponse de TotalEnergies**

Le projet Mozambique LNG, dont la filiale de TotalEnergies (TEPMA1) est partenaire à hauteur de 26,5% aux côtés d'autres sociétés internationales et de la société nationale des hydrocarbures du Mozambique, est un projet de développement de gaz naturel liquéfié situé dans la province du Cabo Delgado au nord du Mozambique. Il représente

un investissement potentiel de 20 milliards de dollars et une opportunité de développement majeure pour le Mozambique.

Le terrain concédé par le Gouvernement mozambicain aux différents projets de gaz naturel liquéfié, notamment celui de Mozambique LNG, se situe sur la péninsule d'Afungi dans la province du Cabo Delgado. A partir de 2017 le Cabo Delgado a été le théâtre d'attaques menées par un groupe terroriste affilié à l'État Islamique contre les populations civiles. Le groupe terroriste que votre article du 24 novembre dernier qualifiait de « rébellion » (sic) appelle à l'assassinat de civils et ses exactions sont revendiquées par l'État Islamique dans ses communications internationales. Les évènements et les allégations évoqués dans l'article de novembre dernier se seraient déroulées dans ce contexte d'insécurité très élevée, après l'attaque terroriste de la ville de Palma en mars 2021 durant laquelle l'État Islamique a commis de terribles exactions contre des civils. A partir de fin mars 2021, plus de 25 000 personnes fuyant les attaques de Palma se sont réfugiées dans la péninsule d'Afungi dans un contexte d'insécurité avec des attaques régulières de l'État Islamique dans toute la zone. A cette date, les terroristes contrôlaient une grande partie de l'est et du nord de la province.

À compter du 2 avril 2021, Mozambique LNG a évacué le personnel qui restait encore sur son site, n'étant plus en mesure d'assurer ses opérations. L'armée régulière du Mozambique a pris le contrôle de l'aéroport et du port de la zone.

### **Les forces de sécurité gouvernementales présentes dans le Cabo Delgado**

Dans le contexte d'instabilité sécuritaire affectant la région, un *Memorandum of Understanding* (« **MoU** ») avait été conclu entre les projets de GNL de la péninsule d'Afungi, dont Mozambique LNG mais également les projets menés par ExxonMobil et ENI, et l'État Mozambicain. Il avait pour objectif de s'assurer que les forces de sécurité mozambicaines qui protégeaient le site d'Afungi disposaient de moyens adéquats et étaient correctement sensibilisées et formées aux questions touchant au respect des droits humains en application des principes volontaires sur la sûreté et les droits humains (VPSHR).

Dans ce cadre, les installations se trouvant sur ce terrain étaient protégées par une force de sécurité composée de militaires et de policiers (dénommée Joint Task Force ou JTF) dont la fonction était exclusivement la protection de la péninsule d'Afungi. Cette JTF avait un commandement dédié. Pour autant et contrairement à ce que laisse entendre l'article, l'ensemble des forces armées dans la zone n'était donc pas regroupé au sein de cette unité JTF : d'autres unités des forces militaires du Mozambique sont intervenues et interviennent dans la région pour lutter contre le mouvement terroriste.

Ces forces de sécurité régaliennes, y compris la JTF, sont sous la seule responsabilité de l'État du Mozambique et ne reçoivent aucun ordre de Mozambique LNG. Nous

rappelons que Mozambique LNG ne recourt pas à des sociétés militaires privées afin de protéger ses installations. Il revient en effet aux forces régaliennes de sécurité de protéger les citoyens et les biens.

Mozambique LNG n'a jamais payé les salaires des soldats et policiers Mozambicains, y compris de la JTF. Ces salaires étaient et demeurent payés par le Gouvernement Mozambicain.

Comme constaté dans le rapport de Jean Christophe Rufin (lien [ici](#)), l'armée mozambicaine disposait en 2021 de ressources limitées, et les projets GNL de la péninsule d' Afungi dont Mozambique LNG, ont souhaité s'assurer que les membres de la JTF bénéficient de moyens humains décents, par exemple une alimentation régulière. Le MOU prévoyait également des formations en matière de sûreté et de droits humains : à ce jour, plus de 5000 membres des forces de sécurité mozambicaines ont suivi des sessions de formation VPSHR organisées par Mozambique LNG. Le MOU comportait enfin une incitation à respecter des droits humains sous forme d'une compensation VPSHR supplémentaire, et un système de griefs et d'investigations. Il a été mis fin au MOU en octobre 2023 à la suite de la revue de Jean Christophe Rufin qui a constaté que les conditions avaient évolué depuis 2021, la JTF ayant désormais accès à des conditions matérielles adéquates pour l'exercice de sa mission.

**Mozambique LNG a mis en place un système de traitement des griefs destiné à traiter les situations dans lesquelles un abus relatif aux droit humains était rapporté.**

En matière de droits humains, le système de traitement des griefs en place démontre la volonté de Mozambique LNG de détecter et faire traiter les situations dans lesquelles les membres de la JTF, et parfois d'autres unités, pourraient manquer à leurs devoirs. Ainsi, en cas d'abus rapporté, des investigations sont diligentées par les autorités et toute personne convaincue de comportement inadéquat ne devait pas continuer à exercer de fonction au sein de la JTF et ne recevait pas de compensation. Enfin les rapports que vous indiquez avoir entre les mains - et qui n'ont rien de secret - montrent qu'au cours du temps, ces actions VPSHR ont permis d'améliorer le respect des populations locales par les membres de la JTF.

Certains cas d'abus peuvent être tragiques, comme le décès des deux pêcheurs mentionnés dans votre article. Conformément à ses procédures, Mozambique LNG consigne ces événements et les signale immédiatement auprès des autorités gouvernementales afin que des investigations soient diligentées et le cas échéant des poursuites engagées.

Dans le cas des deux pêcheurs décédés, les policiers de Quitunda qui ont remis les deux pêcheurs à leurs familles n'étaient pas membres de la JTF. Cependant, par précaution compte tenu de la gravité de l'affaire, Mozambique LNG, alerté de cet événement par son système de traitement des griefs, a décidé de suspendre les paiements de compensation VPSHR destinés aux membres de la JTF jusqu'à ce que la chaîne des événements soit établie. Mozambique LNG a exigé auprès des autorités qu'une enquête soit menée, y compris par la mobilisation de la Commission Nationale des Droits de l'Homme composée de défenseurs reconnus des droits humains. Cette enquête n'a pas conclu à l'implication des membres de la JTF dans la mort de ces deux pêcheurs. Mozambique LNG n'a repris le paiement des compensations VPSHR qu'une fois qu'il s'est assuré qu'aucun individu pouvant être impliqué n'appartenait à la JTF.

Penser que Mozambique LNG aurait des moyens de sanctionner des membres des forces de sécurité mozambicaines, qui sont des forces régaliennes, est faux. Mozambique LNG était en contact avec les autorités afin d'obtenir que des investigations soient menées et, le cas échéant, que des sanctions soient prononcées, ce qui relève de la compétence exclusive des autorités de l'Etat du Mozambique.

Le crédit donné aux allégations publiées dans un article de Politico en septembre 2024 n'est enfin pas justifié. Mozambique LNG a d'ailleurs confirmé dans une lettre du 3 septembre 2024 rendue publique (lien [ici](#)) qu'il n'avait pas eu connaissance de ces faits en dépit du système de *reporting* existant. En 2022, le Comité national des droits de l'homme du Mozambique (HRNC) s'est rendu à deux reprises sur le site d'Afungi pour enquêter sur les griefs que les membres des communautés locales avaient formulés à l'encontre de l'armée. Le HRNC s'est entretenu avec les communautés locales et les dirigeants locaux, mais aucun d'entre eux n'a mentionné d'allégations susceptibles de prouver les événements allégués. D'autres ONG locales qui ont visité le site pendant et après la période concernée par ces allégations n'ont rapporté aucune information susceptible de confirmer les événements décrits dans l'article de Politico du 26 septembre 2024. Enfin, concernant les allégations de Politico, Mozambique LNG a procédé à une revue des documents (interne et confiée à un tiers externe) et informations à sa disposition à l'époque des faits allégués. Ces revues n'ont permis d'identifier aucune information rapportée à Mozambique LNG qui permettrait de corroborer les allégations de l'article de Politico. Mozambique LNG a publié le 26 novembre 2024 un état de ces diligences et vérifications sur son site internet (lien [ici](#)).